République Démocratique du Congo: les téléphones portables, la destruction des forêts… et la mort

Pourrait-on imaginer que les téléphones portables sont tachés de sang, de celui de 3,5 millions de morts depuis 1998? Et qu'il en arrive de même avec certain jeux vidéo pour enfants? Et que les mégatechnologies contribuent à la déprédation des forêts et à la spoliation des riches ressources naturelles des peuples paradoxalement appauvris?

Dans le cas de ces nouvelles technologies, ce qui est en jeu est le coltan. Il s'agit de deux minerais, le columbium et le tantale (de là le nom coltan), qui se trouvent associés dans la nature. Le tantale est un métal rare, dur et dense, très résistant à la corrosion et aux températures élevées, et excellent conducteur de l'électricité et de la chaleur. Utilisé dans les microchips (puces électroniques) des batteries des téléphones portables pour rallonger leur durée de fonctionnement, il a boosté les ventes de ces appareils et il est prévu qu'en 2004 elles atteignent le million d'unités. A ceci s'ajoute le fait que son extraction n'exige pas de gros investissements -on l'obtient en creusant la glaise- et qu'il est facile à vendre, ce qui fait que les entreprises concernées réalisent de gros bénéfices.

Même s'il est extrait au Brésil, en Thaïlande et principalement en Australie -premier producteur mondial de coltan-, 80% des réserves mondiales se trouvent en Afrique. Et dans ce continent-là, la République Démocratique du Congo concentre plus de 80% des gisements où dix mille mineurs travaillent dur, dans la province de Kivu (à l'est du Congo), un territoire occupé depuis 1998 par les armées du Rwanda et de l'Ouganda. Tout une série d'entreprises se sont créées dans cette zone, en association avec les grands capitaux transnationaux, les gouvernements locaux et les forces militaires (de l'Etat ou de la guérilla) qui se disputent le contrôle de la région concernant l'extraction du coltan et d'autres minerais. L'ONU n'hésite pas à affirmer que ce minerai stratégique finance une guerre que l'ancienne Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Madeleine Albright, a dénommée "la première guerre mondiale africaine" (guerres mondiales étant celles où les grandes puissances se répartissent le monde) et il en est une de ses causes.

En août 1998, le Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD) a lancé une rébellion dans la ville de Goma, soutenue par l'Armée patriotique du Rwanda. A partir de ce moment-là, deux factions pas très précisément définies sont entrées en guerre et entretiennent depuis un conflit derrière lequel, au-delà du mythe des rivalités ethniques, se trouvent les anciennes puissances coloniales qui continuent de saccager les richesses de l'Afrique post-coloniale. D'un côté, se trouvent le RCD et les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda, soutenues par les Etats-Unis, qui disposent de bases militaires telle que celle construite au Rwanda par la société nord-américaine Brown&Root, sous-division de Halliburton, où des forces rwandaises s'entraînent et qui fournit le soutien logistique aux troupes de la RDC ainsi que des hélicoptères de combat de l'armée des Etats-Unis et des satellites d'espionnage. De l'autre, la République démocratique du Congo (dirigée par un des fils de Kabila, suite à son assassinat aux mains de rwandais), l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe.

Mais derrière les Etats, ce sont des entreprises celles qui se répartissent la zone. Des sociétés mixtes ont été créées dans ce but, la plus importante desquelles est la SOMIGL (Société minière des Grands Lacs), une entreprise mixte créée en novembre 2000 et formée de Africom, Premeco,

Cogecom et Cogear, les deux dernières étant belges (ce n'est pas pour rien que la RDC, ancien Congo belge, a été une colonie de la Belgique). Les restantes sont: l'entreprise fantôme Cogear (qui dispose d'une adresse factice en Belgique), Masingiro GmbH (allemande) et plusieurs autres qui ont cessé leurs activités en janvier 2002 sous différentes raisons (chute du prix du coltan, conditions de travail difficiles, suspension des importations de coltan provenant de la RDC) et qui sont en attente d'une amélioration de la situation: Sogem (Belgique), Cabot et Kemet (Etats-Unis), et l'entreprise mixte (Etats-Unis-Allemagne) Eagles Wings Ressources (dont le siège est maintenant au Rwanda), entre autres.

Les compagnies de transport appartiennent à des parents proches des présidents du Rwanda et de l'Ouganda. Dans ces véritables zones militaires, les compagnies aériennes privées rentrent des armes et repartent avec des minéraux. La plupart du coltan extrait est postérieurement raffiné par un nombre réduit de sociétés d'Allemagne, des Etats-Unis, du Kazakhstan et de l'Extrême Orient. La filiale de Bayer, Starck, produit 50% du tantale en poudre au niveau mondial. Des dizaines d'entreprises sont concernées par le trafic et l'élaboration de ce minerai, avec la participation de grandes entreprises monopoles de Belgique, d'Allemagne, des Pays-Bas, de Suisse, des Etats-Unis. Et pour couronner le tout, la Banque de Commerce, du Développement et de l'Industrie, créée en 1996 et dont le siège se trouve dans la capitale du Rwanda -Kigali-, est le correspondant du CITIBANK dans la zone concernée et mobilise de grosses sommes d'argent provenant des opérations associées au coltan, à l'or et aux diamants. Trente-quatre entreprises importent du coltan du Congo; parmi celles-ci, 27 sont occidentales, la plupart d'entre-elles étant belges, hollandaises et allemandes.

La compagnie aérienne belge Sabena, une des responsables du transport du minerai depuis Kigali (capitale du Rwanda) jusqu'à Bruxelles, et associée à American Airlines, a annoncé le 15 juin la suspension du service, suite à la pression de la campagne mondiale "Pas de sang sur mon portable!" qui appelle à ne pas acheter des téléphones portables contenant du coltan en raison de sa répercussion en ce qui concerne la prolongation de la guerre civile au sein de la RDC. Suite à cette campagne, l'Institut de recherche belge International Peace Information Service (IPIS) a élaboré, en javier 2002, le document "Supporting the War Economy in the DRC. European Companies and the Coltan Trade" (Le soutien à l'économie de guerre de la RDC. Les entreprises européennes et le commerce du coltan), qui présente des preuves écrites du rôle des entreprises en tant que protagonistes de la guerre par leur coopération avec les militaires et qui appelle à prioriser la considération internationale du commerce de coltan par-dessus l'aspect local.

Les principales zones d'extraction de coltan s'enfoncent dans des forêts, comme celle de Ituri (voir Bulletin du WRM Nº 67). L'irruption des commandos militaires et de travailleurs (beaucoup d'entre eux dépossédés de leurs terres et de leurs ressources, à la recherche de meilleurs revenus), l'installation des campements miniers, la construction de chemins par où arriver et sortir le précieux minéral, tout conspire contre la forêt dans son ensemble. Les forêts, celles qui remplissent de nombreuses fonctions au bénéfice de la région et des populations environnantes, celles qui, par ailleurs, constituaient autrefois les terres traditionnelles des peuples indigènes de chasseurs-cueilleurs tels que les Mbuti, des réserves de gorilles et d'okapis -de la même famille que la girafe- et l'habitat d'éléphants et de singes, sont devenues un environnement de guerre et de déprédation.

Le journaliste africain Kofi Akosah-Sarpong a même exprimé que: "Le coltan, généralement parlant, n'est pas en train d'aider les habitants locaux. En réalité, il est la malédiction du Congo". Il a également révélé que des évidences de contamination par ce minéral existent et que celles-ci signalent le rapprochement entre le coltan et les déformations congénitales des bébés de la zone minière qui naissent avec les jambes de travers.

Loin d'être propres et innocentes, ces technologies, sur lesquelles est édifiée la "globalisation" et sa concentration de capitaux, polluent et interrompent la floraison de la vie et ses manifestations multiples et riches. Entre-temps, sur la tombe des 2000 enfants et paysans africains qui meurent quotidiennement au Congo, pouvons-nous, distraitement, continuer à utiliser nos portables?

D'après: "Supporting de War Economy in the DRC: European Companies and the Coltan Trade" et "European companies and the Coltan Trade: an Update", International Peace Information Service, http://users.skynet.be/ipis/tnewpubsnl.htm; "Basta de matanzas y saqueo en el Congo", Solidarité Europe-Afrique, Belgique, http://www2.minorisa.es/inshuti/extracto.htm; "La fiebre del coltan: el imperialismo continúa", Ramiro de Altube, Observatorio de Conflictos, courrier électronique: obserflictos@yahoo.com.ar, http://www.nodo50.org/observatorio/coltan.htm; "La fiebre del coltan", Ramón Lobo, El País España, 2/09/2001, http://www.elpais.es/suplementos/domingo/20010902/lfiebre.html; "UN report accuses Western companies of looting Congo", Chris Talbot, 26/10/2002, http://www.wsws.org/articles/2002/oct2002/cong-o26.shtml; "The Trouble With Coltan", Kofi Akosah-Sarpong, http://www.expotimes.net/issue020116/AAbusiness2.htm